

L'école française en retard d'une révolution

Dans une enquête, 645 experts mondiaux anticipent un système éducatif bouleversé en 2030

Notre école serait-elle condamnée à avoir une révolution de retard ? C'est ce que laisse craindre la confrontation des débats français à la vision de 645 experts interrogés sur ce que sera l'école en 2030, dont les résultats sont présentés jeudi 9 octobre. Aux yeux des spécialistes mondiaux de l'éducation, qui ont réfléchi dans le cadre du WISE (le forum mondial sur l'innovation en éducation, organisé par la Qatar Foundation), l'école telle qu'on la connaît aujourd'hui sera vite enterrée.

Pour 71 % d'entre eux, le professeur ne sera bientôt plus celui qui dispense la connaissance, mais un guide qui aide les élèves. Pour 83 %, les programmes auront sous peu laissé place à des contenus beaucoup plus individualisés. Pour 43 %, les apprentissages seront principalement fournis par les plates-formes en ligne.

Pas de robots dans les classes de demain. Mais si l'on en croit ces esprits prospectifs, l'école va vite faire sa mue. La réflexion menée par le WISE s'appuie sur une partie des experts qui réfléchissent chaque automne au Qatar depuis 2009. Du sociologue Edgar Morin au philosophe Noam Chomsky, cette communauté regroupe des intellectuels et des praticiens du monde entier.

« Les évolutions que soulignent ces chercheurs s'observent déjà dans certains pays. La tendance à l'individualisation des enseignements imprègne à des degrés divers les écoles de l'OCDE. Comme la délivrance d'une formation très pédagogique aux enseignants », rap-

pelle Eric Charbonnier, analyste à l'OCDE, qui note au passage « le retard de la France sur ces sujets ».

François Taddéi, directeur de recherche à l'Inserm, fondateur du Centre de recherche interdisciplinaire, acquiesce aux grandes lignes de cette vision, et propose, pour que la France rattrape le peloton, d'« ouvrir une réflexion où il serait interdit de reprendre les questions déjà posées au XX^e siècle. Si on avançait de nouvelles questions, on aurait des réponses innovantes ».

« Travailler à la carte »

À l'heure actuelle, syndicats et ministère s'en tiennent à une réflexion contenue, en s'imposant le cadre de la faisabilité. Ainsi, les évolutions du métier d'enseignant se sclérosent à l'intérieur du concept de cours. Alors que pour le futurologue américain, John Mahaffie, expert WISE, « l'école fonctionnera bientôt comme une bibliothèque. Or, un bibliothécaire n'est pas forcément expert du contenu de chaque livre. En revanche, il est capable de dire où trouver les contenus ». Les enseignants seront des « facilitateurs d'apprentissage », même si les discussions au ministère de l'éducation nationale sur l'avenir du métier d'enseignant ignorent ce questionnement...

Sophie Pène, la responsable du groupe école au Conseil national du numérique, regrette elle aussi ce surplace et abonde dans l'idée que « le cours va disparaître à plus ou moins brève échéance, même s'il restera des moments où la parole du professeur sera irremplaçable ». « Il faudrait penser des espaces ouverts par discipline où l'élève peut travailler à la carte, avec d'autres élèves plus jeunes ou plus âgés, aidés d'un enseignant », pro-

jeté la professeure à l'université Paris-Descartes.

Sa pensée rejoint celle des experts WISE : 83 % de ces derniers estiment que les apprentissages seront de moins en moins standardisés, de plus en plus individualisés. 75 % pensent que les compétences personnelles seront plus importantes que les connaissances académiques. « Voilà pour quoi il est urgent que l'école ap-

prenne à apprendre, à coopérer, à résoudre des problèmes » ajoute François Taddéi. Or, sur ce sujet aussi, la France accuse un retard.

Pour avancer, le numérique devient un outil incontournable. En France, il reste encore perçu comme un gadget, même si un

rapport du Conseil national du numérique, rendu public vendredi 3 octobre, baptisé *Jules Ferry 3.0*, regroupe 40 propositions pour s'en saisir. Ses auteurs estiment urgent de « créer un corps d'enseignants d'informatique, un bac général numérique et de former les collégiens

à la programmation ». Pourtant, aussi sages soient-elles, ces idées seront difficilement reprises par le ministère de l'éducation, à l'heure où la France peine déjà à recruter des professeurs de mathématiques et de sciences.

Si l'institution scolaire veut garder la main, le problème de la certification risque aussi d'arriver très vite. Seuls 39 % des experts estiment en effet que les diplômes scolaires garderont leur suprématie sur les certifications délivrées par les entreprises... « Ce débat n'émerge qu'à peine aujourd'hui en France, alors qu'on devrait déjà réfléchir à la manière dont l'institu-

tion peut devenir certificatrice de contenus qu'elle n'a pas forcément délivrés, plutôt que de se laisser des-saisir par l'entreprise », observe Sophie Pène. Pour François Taddéi, l'équation est simple : « Si notre école publique n'évolue pas très vite, le privé saisira le créneau. » L'enjeu est clair. ■

MARYLINE BAUMARD

« Le cours va disparaître à plus ou moins courte échéance »

SOPHIE PÈNE

responsable du groupe école au Conseil national du numérique

L'ESSENTIEL

FORMATION

90 % des 645 experts WISE interrogés sur le profil de l'école en 2030 estiment que l'éducation tout au long de la vie deviendra le modèle. Pour quatre sur dix, cela aura pour conséquence de réduire la formation initiale. Les autres estiment qu'elle restera telle quelle.

COMPÉTENCES

75 % des experts estiment que les compétences personnelles vont rapidement devenir plus essentielles que la maîtrise des connaissances, ces dernières étant accessibles à tout moment.

